

ASSEMBLEE DE CORSE

4 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

REUNION DES 30 ET 31 MAI 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**CONDITIONS ET MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES
FRAIS DE DEPLACEMENT ET DE SEJOUR DES
PERSONNELS DE LA COLLECTIVITE DE CORSE, DES
MEMBRES DE L'ASSEMBLEE DE CORSE ET DU CONSEIL
EXECUTIF, AINSI QUE DES INSTANCES CONSULTATIVES**

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacement et de séjour des personnels de la Collectivité de Corse, des membres de l'Assemblée de Corse et du Conseil exécutif, ainsi que des instances consultatives.

Le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixe les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et des établissements publics relevant de la fonction publique territoriale et des élus locaux, pour assister aux réunions des instances de la Collectivité et des organismes dont ils sont membres.

De même, la loi a prévu d'accorder aux élus locaux, en plus des indemnités de fonction et des frais de déplacement évoqués plus haut, le remboursement de certaines dépenses particulières limitées par les textes :

- le remboursement de frais nécessités par l'exécution d'un mandat spécial ;
- les dépenses spécifiques des élus en situation de handicap et les frais d'aide à la personne.

Ainsi, le présent rapport a pour objet :

- d'autoriser la prise en charge sur le budget de la Collectivité de Corse des frais de déplacement et de séjour engagés par ses agents dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que par les membres de l'Assemblée de Corse et du Conseil exécutif, pour prendre part aux réunions des instances de la Collectivité et des organismes dont ils sont membres, dans les conditions et les limites fixées par les textes en vigueur et dont les dispositions sont rappelées en annexe au présent rapport ;
- d'autoriser la prise en charge dans ce même cadre réglementaire et cette délibération, des frais engagés par des experts non rémunérés par la collectivité, à la demande et pour le compte de la Collectivité de Corse, ou par des candidats à des offres d'emplois de la collectivité ;
- d'approuver pour la durée de la présente mandature, au bénéfice des agents de la Collectivité de Corse, ainsi que des membres de l'Assemblée de Corse et du Conseil exécutif, le dispositif dérogatoire des taux de remboursement des frais de déplacement sur Paris, compte tenu des tarifs pratiqués dans cette ville, dans la limite d'une fois et demi le taux réglementaire maximal par repas et par nuitée (soit 22,90 € par repas et 90 € par nuitée) ;
- d'autoriser la prise en charge des frais liés à l'exécution des mandats spéciaux confiés par délibération aux membres de l'Assemblée de Corse et du Conseil Exécutif, dans le cadre dérogatoire d'une indemnité de séjour dont le montant

maximal est fixé à 400 € par jour, sur présentation des justificatifs et sans que puisse être remboursée une somme supérieure à celle effectivement engagée ;

- d'autoriser la prise en charge sur le budget de la Collectivité de Corse des frais spécifiques des élus en situation de handicap, ainsi que les frais de garde d'enfants ou d'assistance des personnes âgées ou handicapées ;
- d'accepter la prise en charge des frais de transport des élus domiciliés sur le continent ;
- de préciser que ces dispositions s'appliquent aux membres du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel et de l'Assemblea di a Ghjuventù, dans la limite des crédits inscrits sur les lignes budgétaires correspondantes.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.